

La lettre d'actualité européenne

ISSN : 2119-2847 N° 9 Novembre 2011

Cette actualité est présentée et commentée tous les 1^{ers} jeudis du mois à la Maison de l'Europe et des Européens/Lyon-Rhône-Alpes dans le cadre des jeudis de l'Europe - 13, rue de l'Arbre-sec à Lyon 1^{er}

De la valse des gouvernements à la gouvernance européenne

La crise tient toujours la UNE de nos journaux. Les chiffres qui sont étalés dans les colonnes donnent souvent le vertige, bien que tout un chacun ait du mal à imaginer ce que peut représenter vraiment 10 125 milliards d'euros (dette cumulée des Vingt-sept), 1 690 milliards (dette de la France), ou encore 2050 milliards (dette de l'Allemagne). Pour faire bonne mesure, si j'ajoute 1900 milliards de dette italienne, le vertige devient... malaise. Pour en finir avec les chiffres, je ferai remarquer qu'avec 5 640 milliards d'euros cumulés, ces trois pays détiennent plus de 55 % de la dette européenne et près de 60 % de la dette de la zone euro.

Connaissant cela, il est plus facile de comprendre pourquoi le cas italien a fait l'objet d'une intervention plus rapide, pour ne pas dire instantanée, face à la Grèce qui, avec ses 350 milliards d'euros ne représentant que 3,50% de la dette des Dix-sept, dut attendre cinq mois un soutien de ses partenaires.

Il est plus facile aussi de comprendre pourquoi se sont les dirigeants allemand et français qui sont à la manœuvre et tentent d'entraîner leurs partenaires, au premier rang desquels figure l'Italie.

Depuis bientôt deux ans que sont apparues les turbulences européennes, les effets de la crise ont eu raison de quatre gouvernements, le Portugal étant le premier à avoir changé le sien, et forcé les Belges à trouver un terrain d'entente après un an et demi (15 mois) d'absence de gouvernement légitimé par une élection.

C'est aussi ce laps de temps qui, sous la pression des marchés, et après moult pas de deux, voire de danse des canards, a contraint Allemands et Français à se mettre d'accord sur une modification du traité, afin de rétablir la confiance, premier sujet de la crise et de sa durabilité.

L'actualité de ce mois de novembre, avec un léger débordement sur le mois de décembre pour prendre en compte la réunion franco-allemande du 5, traitera donc de la gouvernance, nationale et européenne.

Je vous souhaite bonne lecture de cette lettre.

Carnet d'Europe est une publication non partisane qui a vocation à plaider pour une Europe fédérale

Alain REGUILLON en est le fondateur et directeur de publication

Il est, par ailleurs, secrétaire fédéral de l'Union des fédéralistes européens (UEF-France), Président de l'UEF Rhône-Alpes et vice-président de la Maison de l'Europe et des européens Lyon/Rhône-Alpes

Rédaction/Administration – 21, rue Roger-Bréchan 69003 LYON

Contact : alain.reguillon@orange.fr

SIRET : 531 702 082 00011 – APE : 8559B

D'un gouvernement l'autre !

La Grèce se dote d'un gouvernement d'unité nationale

Le retrait de Georges PAPANDREOU est largement la conséquence de son idée d'organiser un référendum pour l'adoption du nouveau plan d'austérité imposé par l'Union européenne et le FMI. Sous la pression de ses partenaires et de la directrice du FMI, il devra y renoncer et, par ricochet, renoncer aussi à poursuivre une tâche pourtant courageusement engagée depuis près de 2 ans.

Cette situation est la conséquence du deuxième plan d'aide de 130 milliards d'euros (le premier en mai 2010 se montait à 110 milliards d'euros) adopté au mois d'octobre et la participation volontaire des investisseurs privés à hauteur de 100 milliards d'euros. Ces aides demandent des contreparties qui ne sont pas seulement dans la réduction des dépenses, mais aussi dans le recouvrement des recettes. Pour cela, faut-il encore avoir des lois adaptées et une administration en capacité d'intervenir !

Les lois existent en matière d'impôts, mais elles exonèrent les plus riches des contributeurs : les armateurs. Quant aux Grecs moins fortunés, dont les professions libérales et les commerçants, c'est à celui qui jouera au fraudeur le plus subtil, pendant longtemps protégé par des fonctionnaires du trésor qui y trouvaient largement leur compte.

Autre impôt existant : l'immobilier. Là encore, le plus gros propriétaire foncier du pays, l'église orthodoxe, en est exonérée !

La Grèce se doit donc d'engager des réformes structurelles d'une telle ampleur

qu'aucune formation politique traditionnelle ne peut s'y atteler seule. L'unité nationale devient ainsi la voie incontournable de tout retournement de la situation, donnant à la fois des gages de bonne foi aux membres de l'Union européenne (Institutions et Etats), au FMI et surtout aux investisseurs privés sans lesquels, à terme, le pays ne trouvera plus jamais les moyens de rétablir durablement sa position.

C'est ainsi que, sur un accord intervenu entre les principaux partis politiques, le président de la République a chargé M Lucas PAPADEMOS de former un gouvernement d'unité nationale.

La tâche de ce nouveau gouvernement et de son premier ministre est immense, mais elle semble à la hauteur des compétences de ce dernier, ancien vice-président de la Banque centrale européenne. Le soutien de ses partenaires européens est renforcé ; pour gage de leur confiance, l'euro-groupe vient de décider de débloquer une nouvelle tranche de 8 milliards d'euros sur le premier plan afin que le gouvernement puisse honorer ses obligations de décembre, notamment le paiement de ses fonctionnaires.

Parallèlement, la Commission européenne devrait autoriser le versement des fonds structurels restant et les subventions agricoles encore dues dont le montant annuel est de l'ordre de 3 milliards d'euros net.

Les conditions semblent désormais en place pour sortir la Grèce de ses difficultés, encore faut-il que les élections de février, si elles

sont maintenues, ne viennent pas à nouveau perturber le fragile équilibre de ce gouvernement d'unité nationale.

Un ancien commissaire européen à la tête de l'Italie

Après un ancien de la Banque centrale européenne à la tête de la Grèce, voici que l'Italie voit la présidence du Conseil confiée à l'ancien commissaire européen au marché intérieur, puis à la concurrence, Mario MONTI.

L'homme est un économiste de réputation mondiale, nommé Sénateur à vie le 11 novembre par le président italien Giorgio NAPOLITANO qui, 3 jours plus tard, le nomme à la tête du gouvernement italien.

La force de MONTI est sa stature internationale dont on aurait pu penser qu'elle suffirait, dans un premier temps, à rassurer les marchés. Il n'en fut rien car les taux d'intérêts passèrent la barre des 7 %, chiffre jugé à juste titre comme handicapant durablement l'emprunteur.

Cette pression finit de convaincre les partis politiques de cesser leur négociation et d'accélérer la mise en place du gouvernement. Celui-ci est majoritairement, pour les postes les plus importants, une équipe issue de la société civile dont quelques économistes de renom.

Ainsi, les marchés ont eu raison du Cavalière et ont forcé la main des partis, relayés par les partenaires impatients de l'Italie au sein de l'Union, mais aussi par le FMI.

Il faut comprendre aussi que l'Italie est la troisième puissance économique de la zone euro et que son poids ne permet pas, ni à l'Allemagne, ni à la France, ni au deux coalisés, de la digérer. Il faut donc, outre la soutenir et l'aider à trouver le chemin de la

confiance, la réintégrer aussi dans le concert des partenaires sans lesquels nulle réforme n'est possible. Le geste fait par la Chancelière allemande et le président français d'inviter le président du Conseil italien à la réunion de Strasbourg s'inscrit davantage dans cette dynamique que dans celle de saluer ce nouvel interlocuteur dont le sérieux tranche avec son prédécesseur.

Pour l'anecdote, un sénateur italien de centre gauche, fit cette réflexion imagée : « Avec Berlusconi c'était le carnaval tous les jours, avec Monti, c'est le carême qui commence ».

Les Italiens paraissent se satisfaire de cette nouvelle équipe et, à l'initiative d'un entrepreneur toscan, près de 3 milliards de dette viennent d'être achetées par des citoyens soucieux d'aider leur pays à se sortir de l'ornière dans laquelle les a placés M BERLUSCONI.

Bien sûr, cela ne suffit pas à rassurer les marchés qui ont besoin d'autres gages.

C'est ainsi qu'après les plans de rigueur adoptés en juin et août, mais pas vraiment mis en œuvre, un nouveau train de mesures beaucoup plus fondamentales vient d'être adopté par le gouvernement, favorisant 20 milliards d'économie et 10 milliards d'investissement. C'est ainsi 130 milliards d'économie que vont devoir supporter les Italiens, avec tous les risques qu'une telle rigueur, en Italie comme ailleurs, ne déclenche de forts mouvements sociaux qui viendraient encore aggraver la situation.

Le redressement de l'Italie vient de faire ses premiers pas et Mario MONTI qui s'est adressé hier 6 décembre à ses concitoyens à souligné : « Nul n'est assez fort pour penser qu'il pourrait tirer avantage d'un isolement ». Cela sonne comme un avertissement à toute tentative de repli sur soi.

En Espagne, la droite l'emporte

Après avoir gagné les élections régionales du mois de mai (11 communautés autonomes sur 17), le Parti populaire espagnol gagne les législatives le 20 novembre en emportant la majorité absolue. Mariano RAJOY devrait constituer le nouveau gouvernement et être investi le 20 décembre. Avec 186 députés contre 111 au Parti socialiste, il dispose d'une marge de manœuvre confortable, encore faut-il qu'il l'utilise efficacement.

Les investisseurs suivent avec intérêt ce changement, mais les orientations des vainqueurs restent floues et ne s'inscrivent pas dans les perspectives européennes. Cela n'est pas de nature à restaurer la confiance d'ailleurs mise à mal par une déclaration du futur premier ministre qui laisse entendre que les comptes publics ne seraient pas sincères. Il demande un droit d'inventaire avant de décider du plan à mettre en œuvre, d'où une inquiétude croissante des marchés.

Il semble que la situation trouvée par les nouveaux administrateurs des communautés autonomes explique ce propos fâcheux, la dette des régions dépassant les 133 milliards d'euros.

Le bilan de M ZAPATERO n'était pourtant pas mauvais avec, entre autre, un excédent des comptes de la sécurité sociale et une réserve de 60 milliards d'euros pour assurer le versement des retraites. Au-delà, sa gestion de la crise, dans une période plus que tourmentée, a évité à l'Espagne d'avoir recours au FMI et à l'intervention de l'Union européenne, même si les taux d'emprunts sur les marchés devenaient à la limite du supportable.

La déstabilisation du système bancaire après la crise immobilière avec une perte de 125 milliards de créances non recouvrées et encore 1 700 milliards d'encours d'emprunts immobiliers, mais surtout un chômage qui atteint 22 %, ont eu raison de celui qui a tenté de moderniser une démocratie fort complexe que la crise a fragilisée et repliée sur elle-même.

Le futur premier ministre espagnol annonce que son pays reviendra aux 3% de déficit en 2013 alors qu'en 2010 il était de 9,3% et qu'en 2011 il devrait encore être de 6,6%. Il faudra davantage de sérieux au prochain gouvernement pour retrouver des marges d'emprunts à des taux raisonnables et un soutien sans faille de l'Union européenne ou, pour le moins, de la zone euro.

Les décisions à prendre, que ce soit par ce nouveau gouvernement ou que ce fut par le précédent, seront à peu de choses les mêmes, c'est-à-dire, que la situation sera plus difficile encore pour les Espagnols.

Les mouvements sociaux, comme en Grèce et en Italie, sont un risque plus aigu encore considérant l'importance du chômage, notamment des jeunes

La Belgique dispose enfin d'un gouvernement

C'est le 5 décembre que le roi des Belges, après avoir fortement soutenu et encouragé le leader socialiste wallon chargé de négocier une sortie de crise institutionnelle, reçoit sa prestation de serment qui en fait un premier ministre.

Ainsi, après un an et demi de gouvernement de transition, La Belgique dispose d'un gouvernement présidé par Elio Di RUPO, socialiste wallon.

Bien sur, ce gouvernement ne reflète pas tout à fait le résultat des élections de juin 2010 puisque le principal gagnant de ces élections, le Parti nationaliste flamand, se trouvera dans l'opposition. Cependant, ce gouvernement de coalition ou d'union nationale comprend six composantes de la vie politique belge. C'est un savant dosage ministériel de membres issus des communautés et des partis.

La encore, comme dans les autres pays que nous venons d'évoquer, c'est la pression des marchés, des agences de notation (la note de la Belgique vient d'être ramenée à AA) et de l'Union européenne qui a débloqué la situation et accéléré la négociation entre les différents protagonistes.

Il est d'ailleurs intéressant de noter que le budget adopté par le gouvernement démissionnaire de M Yves LETERME est le résultat d'une négociation dans la négociation entre les six composantes de l'actuel gouvernement.

C'est, comme pour d'autres, un budget de rigueur qui devrait favoriser l'économie de plus de 11 milliards d'euros en 2012, ce que dénoncent d'ores et déjà les organisations syndicales qui ont rassemblé à Bruxelles plus de cinquante mille manifestants.

Elio Di RUPO espère ramener le déficit public en dessous de la barre des 3% en 2012.

Les Belges, conscients semblent-ils des enjeux, viennent de souscrire massivement un emprunt d'Etat remettant plus de 5 milliards d'euros à un gouvernement qui n'en attendait que 200 millions. Si le premier ministre sortant s'est beaucoup investi dans cette opération, les commentateurs soulignent aussi que c'est sans doute un signe fort de confiance en M Di RUPO et en son gouvernement de coalition.

Si le Parlement, comme il est probable, investit le gouvernement ce jeudi 8 décembre, le soir même, le nouveau premier ministre prendra sa place auprès de ses pairs lors de la réunion à Bruxelles du Conseil européen.

Des propositions germano-françaises pour une gouvernance économique de l'Europe

L'annonce du discours du Président français à Toulon le 1^{er} décembre laissait entendre que des orientations seraient fixées pour l'Union européenne et la place de la France dans ce cadre. Or, si le président a réaffirmé son engagement européen, il a surtout montré que sa conception de l'Europe n'était pas celle des pères fondateurs et que les institutions européennes avaient peu d'importance à ses yeux. Il a d'ailleurs réussi

la performance de ne pas citer une seule fois la Commission européenne.

Que retenir de ce discours ?

M SARKOZY dit : « *la souveraineté ne s'exerce qu'avec les autres* ». Cette affirmation me ravirait si elle n'était suivie, peu de temps après être prononcée, par cet autre propos : « *La crise a poussé les chefs d'Etat et de gouvernement à assumer des responsabilités croissantes parce qu'au fond, eux seuls disposent de la légitimité démocratique qui leur permettait de décider* ». il poursuit et c'est le coup de grâce pour un fédéraliste : « *C'est par l'intergouvernemental que passera l'intégration européenne....elle ne doit pas passer par plus de supranationalité* ».

Après cela, toutes les affirmations sur la convergence économique, la création d'un fonds monétaire européen, la discipline budgétaire et autre évocation n'a plus guère de sens car comment croire que des Chefs d'Etats et de gouvernement sauront faire demain ce qu'ils ont toujours freiné par le passé !

A partir de là, il ne fallait pas s'attendre à de fortes avancées de la rencontre MERCKEL/SARKOZY du 5 décembre.

Les propositions franco-allemandes confirment la pensée intergouvernementale et, si elles renforcent des mesures propres à rassurer les marchés, elles éloignent les Européens de la confiance utile en l'avenir de l'Union, mettant ainsi en péril soixante ans de rapprochement et de vivre ensemble.

Alors, que sont ces propositions que l'on peut classer en 5 points :

- 1) Des sanctions automatiques affecteront les Etats qui ne respecteraient pas les 3% de déficit au regard de leur PIB, seule une majorité qualifiée de 85% pourrait s'y opposer ;
- 2) Inscription de la règle d'or dans les constitutions nationales, c'est-à-dire, l'engagement solennel de veiller à

l'équilibre des budgets. Cela serait contrôlé par les Cours constitutionnelles nationales. La Cour de justice européenne veillerait quant à elle qu'il y a bien adéquation entre la règle d'or et la réalité du budget présenté.

- 3) La participation du secteur privé à la restructuration des dettes, comme cela s'est fait pour la Grèce, est abandonnée. Voilà, sur ce point, les investisseurs rassurés; ils ne perdront plus d'argent, pour peu qu'il en ait réellement perdu un jour!
- 4) Les dirigeants européens se réuniront régulièrement tout le temps que durera la crise et cela chaque mois afin de décider des actions à conduire. C'est la mise en place du gouvernement économique intergouvernemental dont parlaient Mme MERCKEL en 2010 et M SARKOZY le 1^{er} décembre.
- 5) Le mécanisme européen de stabilité devrait être mise en place dès 2012 afin d'être pleinement opérationnel en 2013. Il remplacerait le FESF créé en 2010. Pour autant, sa dotation qui devrait lui permettre d'intervenir à hauteur de 1 000 milliards d'euros n'est pas garantie car les Etats actionnaires de ce dispositif, à commencer par l'Allemagne, ne sont toujours pas parvenus à un accord.

A tout cela il faut ajouter le refus confirmé des euro-bonds, le gel du statut de la Banque centrale européenne et la marginalisation des institutions actuelles de l'Union.

Mario MONTI à beau affirmé qu'il est partisan d'un fonctionnement communautaire, il n'est pas évident que sa parole soit entendue.

Ces propositions seront présentées par Herman Von ROMPUY lors du Conseil

européen des 8 et 9 décembre. Le traité qui devrait en découler pourrait être adopté en mars 2012 pour être ratifié en fin d'année.

Ce qui est inquiétant aussi dans ces propositions, c'est que la perspective d'un traité à Dix-sept seulement (zone euro), s'il n'y avait pas d'unanimité à Vingt-sept, introduirait une Europe à deux étages avec toutes les difficultés institutionnelles que cela généreraient.

Qu'il y ait une avant-garde oui, mais sans choix délibéré des peuples non, car cela engendrerait des tensions dont seuls les souverainistes et les extrémistes bénéficieraient avec tous les risques que cela comporte.

En conclusion, ces changements de gouvernements et cette éventualité de passer à une autre Europe, montre combien les marchés sortent gagnant de cette crise qu'ils ont eux-mêmes provoqués.

La faiblesse des Etats, résultat de leur incurie, toutes familles politiques confondues, est la cause première de cette situation. Et l'on voudrait nous faire croire qu'ils sont aujourd'hui les mieux placés pour régler les problèmes dont ils sont les acteurs! Cela porterait à rire si l'avenir des Européens n'était en jeu.

Nos responsables sont irresponsables. Face aux défis du monde. Ils n'ont les yeux rivés que sur le tableau de bord des échéances électorales nationales, incapables de vision et d'altruisme.

Un nouveau traité n'est pas nécessaire pour respecter des dispositions déjà contenues depuis Maastricht en 1992 dans l'actuel traité. Des corrections à la marge sont sans doute utiles, ne serait-ce que pour la création du MES. Pour le reste, comme la règle d'or, ce n'est pas parce que ce sera inscrit dans un traité ou dans les Constitutions nationales que ce sera mieux appliqué.

Il nous faudra être attentif à ce nouveau traité s'il voit le jour et en dénoncer les travers sans complaisance. Le travail commencera dès la fin de cette semaine, selon ce que décidera le Conseil européen.

